

1983-1993

*** Un certain nombre d'États occidentaux et de forces politiques en France instrumentalisent le judéocide. Il s'ensuit une certaine «surinformation» à propos du judéocide qui aura des effets négatifs à moyen et long terme. En effet, en copiant ce modèle, d'autres minorités d'origine africaine ou maghrébine vivant en France commencent à dénoncer les crimes du colonialisme français, avancent des revendications identitaires et se placent délibérément dans une concurrence mémorielle avec les Juifs.**

*** Septembre 1989 : exclusion de trois jeunes filles à Creil qui portaient le hijab dans l'enceinte de leur collège, tout comme le font d'autres musulmanes dans 150 autres établissements scolaires.**

Dès lors commence l'instrumentalisation massive de la laïcité et de l'islam par la droite et l'extrême droite, et par les médias. Le vieux racisme anti-Arabs mute en (ou se combine avec) un racisme antimusulmans¹ qui englobe le précédent mais se pare d'un discours «culturel», plus «défendable» dans différents camps politiques, qui fusionnera plus tard avec la théorie du «choc des civilisations» qu'expose Samuel Huntington dans un article publié dans la revue *Foreign Affairs* à l'été 1993, article transformé par l'auteur en un livre en 1996.

Entre 1983 et 1986, la vague internationale d'antisémitisme reflue mais il faut noter, comme le remarque Simon Epstein, que Franz Schönhuber fonde le Parti républicain/Die Republikaner, en 1983 et que, dix ans plus tard, ce parti remportera 11 % des voix dans le Bade-Wurtemberg et 9 % à Francfort. En France, l'année 1983 marque le début de l'essor du Front national d'abord localement à Dreux, puis aux élections européennes de 1984 où il obtient presque 11% des voix (soit 2,2 millions).

La montée du Front national provoque, par réaction, une transformation radicale des manuels scolaires, une multiplication des références au judéocide, aux camps de concentration et d'extermination, dans les discours politiques de tous les partis². Cette surinformation suscitera des effets de lassitude, voire facilitera la propagande antisémite et fasciste de Soral et Dieudonné vingt ans plus tard. Pour l'historien George Bensoussan, le fait d'avoir essentiellement assimilé les Juifs à un peuple victime durant toute son histoire se retourne aujourd'hui contre les Juifs³.

1. Cf. le sens qu'accorde à cette expression Sacha Ismaïl de l'Alliance for Workers Liberty (<https://nfnf.eu/spip.php?article1138>) et mon article : «Racisme antimusulmans et antisémitisme: deux fléaux qu'il faut combattre ensemble» (<https://nfnf.eu/spip.php?article1136>)

2. Cf. l'intervention de George Bensoussan au Colloque «L'antisémitisme en France XIX^e-XXI^e siècle» organisé en 2016 sur le site (akadem.org).

3 Il a développé cette thèse sur la « *trivialisation et de la déjudaisation de la Shoah* » dans plusieurs de ses ouvrages, conférences et interviews comme ici, par exemple, dans *Le Figaro* : « *Dans des sociétés de masse animées par la passion de l'égalité, toute différence, est perçue comme une injustice. La Shoah étant perçue comme le summum de la souffrance, le*

*** LA TROISIEME VAGUE INTERNATIONALE D'ANTISEMITISME s'étend de 1986 à 1990 (Carpentras en France) ou 1992 (en Allemagne, de violentes attaques sont menées contre les Turcs et les Juifs) selon les pays.**

*** CONTEXTE INTERNATIONAL**

Cette troisième vague correspond, au Moyen-Orient, à la période comprise entre le début de la première Intifada (décembre 1987) et la reconnaissance mutuelle de l'OLP et d'Israël (été 1993).

La situation est différente cette fois car **tous les partis d'extrême droite croissent en Europe** (Ligue Lombarde puis Ligue du Nord en Italie, Vlaams Blok en Belgique, FPO en Autriche) et même aux Etats-Unis (**David Duke**, individu raciste et antisémite est élu à la Chambre des représentants de Louisiane en 1989. **Pat Buchanan**⁴, remporte trois millions de voix aux primaires de 1990) et l'on retrouve un certain nombre de militants fascistes en première ligne.

On assiste à une décrue de ces incidents et attaques violentes à partir de 1993. Un certain nombre d'actes antisémites sont commis par des néonazis ou des skinheads. **A partir de cette troisième vague, il n'est plus possible d'affirmer que l'activité antisémite de l'extrême droite est un phénomène dépassé ou marginal.**

peuple juif aux yeux de certains est devenu le "peuple élu de la souffrance". De là une concurrence des mémoires alimentée plus encore par un cadre de références où la victime prend le pas sur le citoyen. Comme s'il fallait avoir été victime d'une tragédie historique pour être reconnu. Second élément de la dérive, la transgression qui permet d'échapper à l'anonymat. Et dans une société qui a fait de la Shoah (contre les historiens) une "religion civile", la meilleure façon de transgresser est de s'en prendre à cette mémoire soit dans le franc négationnisme hier, soit dans la bêtise de masse (qui se veut dérision) type Dieudonné aujourd'hui. Sur ce plan, tous les éléments sont réunis pour favoriser la transgression qui canalise les frustrations innombrables d'un temps marqué au sceau du «désenchantement du monde». (<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/08/14/31003-20150814ARTFIG00248-georges-bensoussan-nous-assistons-a-l-emergence-de-deux-peuples.php#:~:text=De%20l%20une%20concurrence%20des,trag%20die%20historique%20pour%20%20reconnu.>)

4. Cet ex-conseiller de Nixon et Reagan, animateur de radio, journaliste, hostile à l'immigration, a toujours défendu une ligne antisioniste-antisémite : «*La colline du Capitole est un territoire occupé par Israël*» (1990) ; selon lui le Congrès américain est un «parlement de putes» qui tremble devant l'AIPAC (le lobby pro-israélien), etc. On trouvera une compilation de ces propos réactionnaires ici :

<http://archive.adl.org/specialreports/buchananownwords/buchananintro.html>

* SITUATION FRANÇAISE

En 1983, Theo Klein est élu à la présidence du CRIF dans le cadre d'une nouvelle procédure. Le poste n'est plus automatiquement occupé par le président du Consistoire, ou par une personne qu'il choisit, mais il est élu par l'assemblée générale des représentants des associations membres. Selon S. Ghiles-Meilhac, un véritable leader politique apparaît. Theo Klein juge que «*la communauté juive française organisée doit avoir un discours indépendant de l'État hébreu*» et raisonner dans un «*cadre français et uniquement français*». Il pense que le CRIF n'est pas «*la succursale de l'ambassade d'Israël*» et qu'il faut «*rétablir d'image*» de ce pays «*dans l'opinion publique française*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011).

Son passage à la tête du CRIF mécontente les conservateurs, qui trouvent qu'il exerce un pouvoir trop personnel (ce reproche a été – et sera – souvent adressé aux présidents du CRIF). Mais il séduit la gauche, d'autant que Klein a de bons rapports avec Jacques Attali et Hubert Védrine, deux piliers du pouvoir socialiste. Théo Klein a l'idée de créer le «dîner du CRIF», repas qui, par l'ampleur de ses invités, deviendra progressivement un événement incontournable mais sera l'objet d'innombrables polémiques et fantasmes antisémites.

Si cette évolution peut sembler positive, certains, comme Annie Kriegel, soulignent que, en rompant ses liens de dépendance avec le Consistoire, le CRIF risque de «*dégénérer en lobby*» qui sera, en raison de sa faiblesse, «*moins un groupe de pression de la communauté juive sur l'État français qu'à l'inverse un organe de manipulation de la communauté mise au service, et c'est le comble, de deux États pas toujours en accord l'un avec l'autre, l'État français et l'État d'Israël*». Comme le dit S. Ghiles-Meilhac le CRIF devient un OVNI politique et, au fil des années, cet OVNI suscitera de plus en plus d'hostilité de la gauche et de l'extrême gauche⁵.

Le procès de **Klaus Barbie**, après qu'il a été extradé de Bolivie en 1983, se déroule à Lyon **11 mai/4 juillet 1987**. Jacques Vergès, contacté par François Genoud, banquier suisse pronazi et pro-palestinien, assure la défense du criminel de guerre allemand en mélangeant tout : Hiroshima, Dresde, les crimes du colonialisme, le judéocide, etc., pour mieux semer la confusion. L'argumentation de Vergès est aujourd'hui tellement répandue sur de nombreux sites de gauche, d'extrême gauche et d'ultra-gauche, qu'on n'arrive plus à déterminer qui a influencé l'autre.

Trois autres criminels de guerre commencent à être inquiétés à cette période, même si leur sort se décidera plus tard. **Maurice Papon** est inculpé de crimes contre l'humanité en 1983,

5. Cf. par exemple, mes deux articles concernant le premier un groupe maoïste, le second un groupe communiste libertaire : « De l'Affaire Dreyfus à l'incident Yardeni : la haine des bourgeois juifs (et beaucoup moins des autres), une vieille tradition de gauche » et « Selon l'OCL, le CRIF serait une puissance occulte qui commanderait les 91 conseillers de la communauté Est-Ensemble de l'Île de France » dans le n° 44/45 de la revue *Ni patrie ni frontières*, « Nos tares politiques », tome 2, 2014, pp. 99-107, <https://nfnf.eu/spip.php?article444> .

puis en 1987, 1992 et 1997 pour être finalement condamné en 1998. **Paul Touvier** est arrêté en 1989 puis condamné en 1994. Quant à **René Bousquet**, à partir de 1986, cela sent le roussi pour lui, mais il ne pourra pas être jugé puisqu'il sera assassiné en 1993.

En **1985**, le CRIF et son président Théo Klein profitent d'une nouvelle occasion pour occuper le terrain médiatique, en intervenant cette fois-ci sur le terrain diplomatique à propos du Carmel d'Auschwitz.

* A L'EXTREME DROITE

Le Pen se livre à un certain nombre de provocations antisémites pour conserver sa popularité à l'extrême droite (cf. «*Monsieur Durafour crématoire*» en 1988 et les chambres à gaz présentées comme un «*point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale*» en 1987, en 2008, 2009 et 2015).

– **Mai 1990** : A la suite de la profanation du cimetière de Carpentras, qu'on attribue à tort au FN, se déroule la **dernière grande manifestation de masse contre l'antisémitisme**.

Mitterrand et ses ministres de l'Intérieur jouent un rôle indéniable dans la dissimulation de la montée des actes antisémites en France (cf. à ce sujet le recueil d'articles de S. Trigano, 20XX).

– Vote de la **loi Gayssot** le 13 juillet 1990.

– En ce qui concerne la composition de classe de la minorité juive, on constate une quasi-disparition du prolétariat juif, même si **un quart de la population juive, en difficulté, est aidée par des associations humanitaires juives**.

Les statistiques établies par les chercheurs de l'INED (qu'il faut prendre avec précaution, vu à la fois la difficulté de définir la judéité et l'interdiction de collecter des statistiques ethniques en France) sont les suivantes pour la population juive de France :

- artisans, commerçants et industriels : 30 %,
- cadres supérieurs, professions intellectuelles : 38,9%,
- cadres moyens et employés : 29 %,
- ouvriers et agriculteurs : 2 %.

Plusieurs sondages, enquêtes et études sociologiques auront lieu dans les années suivantes, la dernière étant celle de Erik H. Cohen, publiée en 2007.

*** Continuité de l'antisémitisme .
de la propagande catholique...
...à la propagande nationaliste-révolutionnaire**



A gauche, une des innombrables caricatures antisémites parues à la une du journal catholique *Le Pèlerin*. L'auteur en est Achille Lemot (1846-1909) et ce dessin est paru le 30 janvier 1898.

A droite, cette affiche d'extrême droite (sans doute conçue aux alentours de 2007) prend pour cible les organisations communautaires juives en exagérant leur importance réelle sur la politique des gouvernements français (ce que font aussi de nombreux gauchistes même si c'est avec un vocabulaire anti-impérialiste ou anti «élites⁶»). Elle montre que l'extrême droite n'est devenue ni «philosémite» ni «sioniste», contrairement à ce prétendent les militants de la gauche radicale...

Le Front nationaliste/FN/GNR est, d'après site et ses fondateurs, «un mouvement nationaliste dirigé par Thierry Maillard et basé à Reims. Ce mouvement soutient le Front national. Il a participé à diverses manifestations d'envergure nationale à Paris. En 2007, il a participé à la fondation du Collectif France indépendante». (Regroupant, en 2007, des royalistes, des écologistes d'extrême droite, des fascistes dont Égalité et Réconciliation, il fut soutenu par Debout la France, le FN et le MNR, et a aujourd'hui disparu.) «Le FN/RFN/GNR est doté d'un service d'ordre spécifique : le Commando Michel Leroy. En Allemagne, un Front nationaliste a été actif durant de nombreuses années comme la section du Front européen de libération».

Actif de 1949 à 1954, ce Front européen de libération regroupa des «nationalistes révolutionnaires», ce courant d'extrême droite qui soutient les mouvements de libération

6. Sur ce terme commun à l'extrême droite et à l'extrême gauche on lira l'article de João Bernardo et Manolo «Intellectuels organiques ?» (<https://nfnf.eu/spip.php?article649>).

nationale (dont aujourd'hui les Palestiniens) et mélange les références à des théoriciens nationalistes, fascistes et nazis et socialistes. Il a donné naissance à d'autres réseaux internationaux groupusculaires où furent actifs de sinistres personnages comme Jean Thiriart, Christian Bouchet et Alexandre Douguine, ainsi que des groupes comme Jeune Europe, Troisième Voie et Unité radicale. Au-delà de cette présentation avantageuse sur Metapedia, il s'agit d'un groupuscule fasciste comme il en existe des dizaines en Europe et dans le monde, tous plus actifs sur Internet et les réseaux sociaux que dans la vraie vie mais dont l'influence idéologique est importante.

* JUIFS ET MAGHREBINS

Selon Maud S. Mandel (2014)⁷, le début des années 80 commence par une montée d'un multiculturalisme à la française (cf. l'idéologie de SOS Racisme) mais se termine par une fermeture sur elles-mêmes des deux populations (juive d'un côté, maghrébine et/ou musulmane de l'autre) et le début d'une polarisation entre Juifs et Maghrébins qui dure jusqu'à aujourd'hui.

Pour cette auteure, de nouvelles générations de Français d'origine maghrébine apparaissent sur la scène politique. C'est à la fois la Marche pour l'égalité et contre le racisme (la prétendue «Marche des Beurs») et la création de SOS Racisme en 1984 qui illustrent le mieux cette idéologie du «*melting pot* à la française». Selon Maud S. Mandel (2014), les dirigeants de SOS Racisme étaient des «*musulmans de la deuxième génération*» (en réalité des Franco-Maghrébins de diverses origines) et des Juifs qui ne voulaient surtout pas importer le conflit du Moyen-Orient en France. Cette coalition éclate à la fin des années 1980, et après les victoires électorales successives du FN (1982, 1984, 1986) qui marquent cette décennie, la gauche revient à un discours purement assimilationniste (fini le fameux «*droit à la différence*» !); la presse juive change aussi de discours en insistant sur le «problème» de l'immigration et sur le fait que les Juifs, eux, sont «Français à 100%». Il suffit d'écouter l'émission hebdomadaire «Répliques» d'Alain Finkielkraut sur France Culture pour découvrir ce qu'est devenu le discours réactionnaire dominant chez les intellectuels juifs républicains de gauche.

Pour R. Leveau et D. Schnapper (1986), le milieu des années 1980 est marqué, chez les «musulmans», par une «*intérieurisation des valeurs de la démocratie qui les amène soit à justifier leur naturalisation, soit à réclamer la participation politique, y compris le droit de vote aux élections nationales, en refusant ou en évitant de lier le problème de la participation politique à celui de la naturalisation. Ce désir de participation politique se traduit, entre autres indices, par leur militantisme dans les mouvements de défense des émigrés ou contre le racisme dans les associations culturelles, par les efforts de l'association France-Plus à la veille des élections de mars 1986, pour convaincre les jeunes Maghrébins de nationalité française de s'inscrire sur les listes électorales. On peut analyser le militantisme antiraciste comme une réinterprétation contemporaine des valeurs issues de la tradition républicaine,*

7. Cf. son interview dans *La vie des idées*, septembre 2014.

comprendre ce militantisme comme traduisant l'intériorisation des valeurs de la démocratie (égalité entre les individus, indépendamment de leurs appartenances religieuses ou de leurs origines nationales et provinciales) et le désir d'être intégrés la société française. Le militantisme antiraciste des beurs est sans doute l'homologue, dans un autre vocabulaire et dans d'autres circonstances historiques, de l'adhésion passionnée des israélites du XIX^e siècle aux valeurs universelles issues des Lumières et de la Révolution française.»

Il ne faut pas oublier, lorsqu'on lit ces lignes écrites en 1986, que les deux auteurs défendent une orientation républicaine absolument éloignée de tout critère de classe et également une vision assez optimiste sur les vertus de «l'assimilation à la française». Curieusement, ils percevaient déjà la montée de l'islam politique et du salafisme en France tout en notant que «*les beurs et les militants musulmans*» en utilisant «*essentiellement la non-violence, les grèves de la faim, les manifestations destinées à l'opinion publique*» se montraient «*plus soucieux d'obtenir le soutien des Églises chrétiennes, du Primat des Gaules que du cheikh d'Al Azhar*». Ils avaient parfaitement conscience des efforts policiers des États du Maghreb qui envoyaient «*des instituteurs et des prédicateurs pour encadrer les immigrés*» et contenir «*une agitation politique qui prendrait assise sur l'islam*». R. Leveau et D. Schnapper concluaient sur ce point : «*Le risque de violence est sans doute plus réel par là [au Maghreb et au Moyen-Orient] qu'à l'intérieur de l'espace français.*»

Ils ne prévoyaient pas la popularité des thèses identitaires dans la gauche et l'extrême gauche comme dans les milieux universitaires, la racialisation des questions sociales et la montée de l'islam dans les quartiers populaires, mais ils avaient quand même du flair puisqu'ils écrivaient, 26 ans **avant** les meurtres de Mohamed Merah et 29 ans avant les attentats de janvier et novembre 2015 : «*Un des exemples les plus connus d'engagement révolutionnaire dans la seconde génération, celui de Mohamed Hamami⁸, doit plus à son adhésion à une certaine extrême gauche française, dont l'une des branches s'est prolongée dans Action directe, qu'à une quelconque doctrine islamique. Il renoue avec la tradition des engagements révolutionnaires marginaux des couches précédentes de l'immigration juive, italienne, ou polonaise qui les conduisait militer au sein de la MOI, des groupes trotskystes, ou des Brigades internationales. Il ne faut certes pas exclure le risque de voir un comportement violent apparaître de façon significative en empruntant l'islam comme thème mobilisateur mais il s'agira d'une identité reconstruite.*»

8. Selon le *Journal de l'année 1982* édité par Larousse : «*La police découvre, le 9 avril 1982, dans un garage parisien [...], un véritable arsenal [...]. Mohammed Hamami, 27 ans, Algérien, bien connu des services de police pour plusieurs tentatives d'homicides, vols et attentats à l'explosif, est arrêté en compagnie de Joelle Aubron, 25 ans. Les deux jeunes gens, qui ont été pris dans une souricière tendue par les policiers de la brigade de répression du banditisme, appartiennent à l'organisation terroriste d'extrême gauche Action directe.*» Aubron est condamnée à quatre ans de prison, mais Hamami est... relaxé. On remarquera que, comme Olivier Roy et bien d'autres intellectuels théocompatibles à propos des assassins jihadistes, nos deux spécialistes utilisent la même comparaison ignoble avec la MOI ou les Brigades internationales. Comparaison qui met sur le même plan ceux qui luttent contre le fascisme et ceux qui veulent instaurer un totalitarisme islamique.

Selon Maud S. Mandel (2014), la méfiance s'est installée depuis le début des années 1990 entre les populations juives et «musulmanes» ; les médias mettent de plus en plus souvent en garde contre l'importation du conflit du Moyen-Orient ; et le discours sur la polarisation Juifs/musulmans est devenu dominant. Dans un tel contexte, il est de plus en plus difficile, selon elle, pour des individus juifs ou «musulmans» de se situer en dehors de cette logique d'affrontement entre «groupes ethno-religieux» pour reprendre son vocabulaire.

Il n'y a cependant aucune fatalité dans ce domaine. La capitulation de la gauche devant la droite xénophobe et de l'extrême gauche devant l'identitarisme religieux ainsi que l'abandon de toute référence de classe sont des choix politiques qui vont peser de plus en plus lourd dans les décennies à venir, comme nous le verrons.

Sources citées

Joao Bernardo, « Intellectuels organiques ? » <https://nfnf.eu/spip.php?article649>

Erik H. Cohen, *Heureux comme Juifs en France*, Éditions Akadem et Elkana, 2007

Simon Epstein : «Cyclical patterns in antisemitism. The Dynamics of Anti-Jewish Violence in Western Countries since 1950 », Hebrew University of Jerusalem, Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism (1993). Dans ce texte de 27 pages, qui n'est malheureusement plus disponible sur Internet, l'auteur considère que quatre vagues d'antisémitisme se sont succédées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : décembre 1959/ mars 1960 ; 1974/1982 ; 1986 à 1990/1992 ; depuis 2000. Je me suis servi de cette hypothèse dans cette série d'articles sur l'histoire des Juifs de France. Malheureusement, S. Epstein n'a pas creusé et développé cette hypothèse initiale, du moins en français ou en anglais, sous la forme d'un livre plus élaboré. On se reportera aussi à ses diverses conférences en français sur l'antisémitisme disponibles sur le site akadem.org ainsi qu'à ses livres sur l'antisémitisme même s'ils n'abordent pas cette question d'une périodisation des vagues antisémites. Cf. notamment ses deux conférences :

https://akadem.org/sommaire/colloques/shoah-et-israel-nom-sacre-nom-maudit/l-antisemitisme-est-un-phenomene-cyclique-13-01-2014-56623_4510 (2011)

<https://akadem.org/conferences/colloque/philosophie/figures-du-mal-shibboleth/histoire-anatomie-et-psychopathologie-de-l-antisemitisme/45411>

Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont, 2011

Rémy Leveau et Dominique Schnapper, «Religion et politique ; juifs et musulmans maghrébins», *Revue française de science politique* n° 6, 1987

Maud S. Mandel, *Muslims and Jews in France: History of a Conflict*. Princeton University Press, 2014

Shmuel Trigano, *Quinze ans de solitude ; Juifs de France 2000-2015*, Berg International, 2015